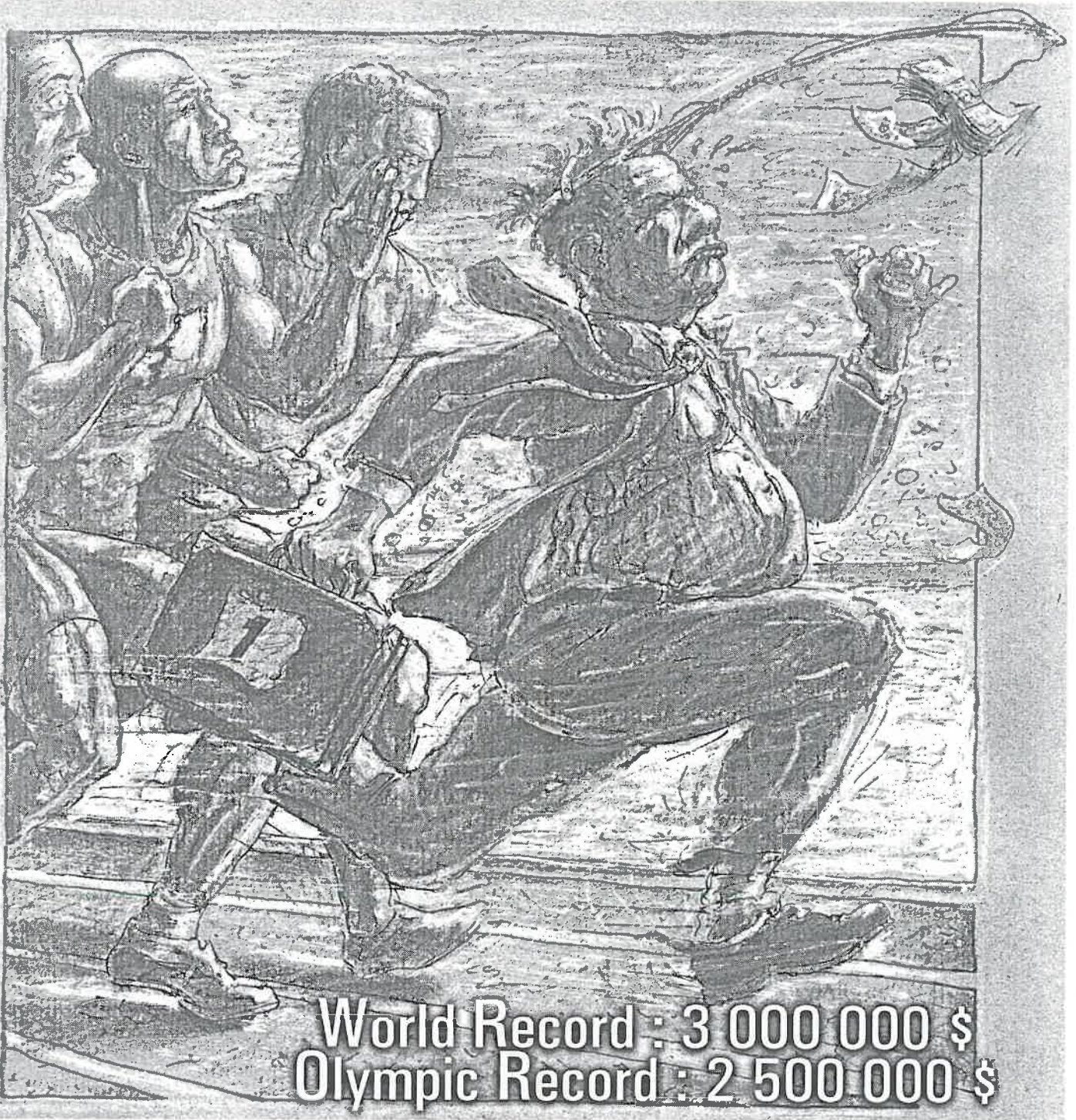


Le COMBAT SYNDICALISTE

Trimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Publication de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.D.E.S. - ISSN 1240-0009 CPPAP 72171 - Numéro 64 Septembre-Octobre 2000 - 10 francs



World Record : 3 000 000 \$
Olympic Record : 2 500 000 \$

ADRESSES

La Lettre du CDES,
bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste,
est le bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Pour contacter le journal:

Le Combat Syndicaliste,
CNT-AIT
7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse
Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Abonnement un an :

Tarif normal : 50frs

Abonnement de soutien : 100frs ou plus

libellez vos chèques à :

CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Pour contacter le secrétariat régional :

CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses :

- AIT, apartado 4141, 18080 Grenade,
Espagne Fax : (958) 28 89 92
CNT, Bureau Confédéral, CNT, B.P. 511,
64010 Pau Université.
Union Régionale aquitaine : CNT, BP 16,
24650 Chancelade.
U. R. Méditerranée : CNT, 9 rue
Duchalmeau, 66000 Perpignan.
U. R. Normandie : CNT, BP 664, 76008
Rouen Cédex.
U. R. Paris-Nord : CNT, CTC, 151 rue
Dejean, 80060 Amiens Cédex.
U. R. Centre : CNT, BP 1303, 37013
Tours Cédex
U. R. Est : CNT, Co CESL, BP 121,
25014, Besançon Cédex.
Rhônes-Alpes : CNT, BP 223, 34505 St
Martin d'Hères Cédex.

"La Lettre du CDES"

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

Directeur J. Pastor
IMPSPE CNTAIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à titre
militant par des adhérents
de la CNT, chômeurs ou salariés,
après leur journée de travail.

*La politique n'est
pas l'alliée du business,
c'est du business !*

Tout le monde le savait, bien sûr ! Et depuis belle lurette ! Les gros voleurs, ils s'étaient même, par deux fois, voté une loi d'amnistie. Ces gens nous volent. Pas pour eux, paraît-il, pour leur parti, comme le concède au dessert tout juge en mal de promotion. Tous ces types avec leurs gueules d'affiches électorales, tous ces costards en Safrane, tous ces camelots du mensonge, tous ces braqueurs d'urnes, ce sont des saints, des altruistes, les abbé Pierre du business ! Ils voient défiler des valises de biftons sans même y plonger la main. C'est juste pour le parti, pour les affiches, la colle et les pinceaux. Mais au fait, ils volent qui, ces enfoirés d'élus ? Des boîtes, des entreprises, vous serinent les journalistes. Mais quelles boîtes ? Des boîtes comme la Lyonnaise des eaux et la Générale des eaux, devenues maintenant Vivendi et Aventis, les deux plus gros pilliers de communes d'Europe. La facture de flotte qui a été multipliée par sept, c'est eux ! Le traitement des ordures ménagères qui nous coûte de plus en plus cher pour trier les emballages et recycler les pubs dont regorgent les boîtes aux lettres, c'est eux ! En fait, ces boîtes pillent les finances communales, puis refilent le fric aux élus qui vont se faire élire maire, député ou président. HLM, mutuelles, cabinets d'experts, régies communales : la politique n'est pas l'alliée du business, c'est du business ! On peut s'offrir des vacances en palace, des boudoirs à Paname, des pompes à 11 000 balles rien qu'en faisant "élu". Même en cas de descente de flics, on ne risque pas grand-chose. Et, si on va en taule, c'est dans le quartier pour gens bien, "classe affaires" pour cols blancs.

Le seul problème, c'est la chasse au pigeon. Pour être élu, il faut de l'électeur ! Faut appâter, faut attirer la volaille jusqu'à l'auge... pardon, jusqu'à l'urne. Et l'appât, c'est ce qui est censé faire la différence. Le drapeau, ça a marché... mais c'est passé de mode, sauf chez quelques cons à moustaches. Mais, quand on appâte à la peur, au facho ou à la tronche d'immigré, ça marche à tous les coups, à droite comme à gauche. Quand on appâte à la baisse d'impôt, ça marche toujours aussi, ça attire tous les oiseaux, même s'il n'y en aura que pour les gros ! Le pire, c'est le référendum sur un truc dont personne n'a rien à foutre, du style : "La laisse, 5 ou 7 mètres ?" Même le chien, il s'en fout ! Ce qu'il veut, c'est pas de laisse... Pour finir, à peine trois pigeons sur dix ont dépassé le mur du çon, cette fois-ci. Petit score ! Vivement la prochaine présidentielle, il y aura bien 70 % des pigeons pour roucouler "CHIRPIN".

On en rit pour ne pas en pleurer. Ces canailles qui s'empiffrent de notre silence docile se moquent bien des femmes et des hommes de Givet, des esclaves à la semaine de madame La Poste, des précaires du privé comme du public. Pendant que les élus s'engraissent, nous on doit se battre pour un boulot, puis pour un salaire décent ou même un salaire tout court, pour garder son travail, pour pouvoir vivre, tout simplement. Ils nous foutent en taule pour un gramme de chichon et s'autoamnistient pour une tonne de pognon. Rions de ce monde injuste, mais les dents au grand jour, comme un rire de morsure, comme un rire de combat. Rions de plus en plus fort et de plus en plus près des grilles des châteaux, mairies, ministères et tribunaux. Merde aux pigeons, vive les ramiers, merde aux urnes et aux raies publiques, et vive la révolution !

Icare

Le travail à La Poste comme distributeur d'imprimés, c'est l'exploitation moderne, la flexibilité et la précarité poussées à l'extrême. Notre boulot, c'est de mettre des imprimés dans les boîtes aux lettres, c'est-à-dire le Publi-Toulouse et de plus en plus de publicités. La Poste, service public, passe de juteux contrats avec des grosses boîtes genre IKEA et pour faire ce boulot, elle a besoin de main-d'œuvre pas chère et corvéable à merci. Alors elle a mis en place un CDD ("contrat à durée dérisoire") bien particulier. Car on nous fait signer des contrats à la semaine. Certains d'entre nous bossent ainsi avec de tels petits contrats depuis plusieurs années. Une secrétaire de la DRH de Toulouse m'a dit qu'il lui arrivait de faire plus de 80 contrats de travail par semaine. Et, la semaine d'après, elle recommence avec les mêmes personnes. Rien qu'à Toulouse, on est plus de 130 à travailler avec ce type de contrat. C'est illégal, mais l'inspection du travail ferme les yeux. Pourtant, avec tout le boulot qu'il y a, La Poste pourrait faire des contrats à l'année. Elle pourrait même créer de nouveaux postes.

Nos conditions de travail sont comparables à celles des saisonniers qui se font arnaquer par les vigneron, à celles des clandestins que l'on fait travailler au black (la liste est longue tellement la flexibilité et la précarité gagnent de plus en plus tous les secteurs du travail). Pour aller du dépôt où l'on prend les imprimés à notre secteur de distribution et pour faire la tournée, on prend notre voiture personnelle. On nous verse 300 F/mois pour le carburant, mais l'usure du véhicule n'est pas prise en compte. Si tu tombes en panne, plus de moyen de déplacement, donc plus de boulot. Et s'il pleut trop, même chose : on ne peut pas distribuer des imprimés trempés, alors pas de boulot. Ou bien on nous demande de rallonger la tournée en ajoutant le samedi, sans aucune com-



pensation. Souvent, on a davantage de prospectus à distribuer que de boîtes aux lettres dans notre secteur, alors on doit ramener le surplus au dépôt pour les mettre dans la benne à ordures sans être payés pour ce trajet en plus. On se fait balader de zone en zone, semaine après semaine, car on n'est pas titulaire d'un secteur. Et on perd beaucoup de temps, car on ne connaît pas tous les secteurs (rues, boîtes aux lettres, lieux de stationnement possibles) et il y a toujours de nouveaux secteurs qui apparaissent. Si tu n'es pas content et que tu râles, on te refile un secteur difficile ou un

nouveau secteur très mal payé, où tu ne peux pas garer la voiture, où tu dois faire des kilomètres et des kilomètres à pied. Et si tu gueules trop, on ne te fait pas signer de nouveau contrat. Ils nous promettent des contrats à durée indéterminée, mais cela ne vient jamais. Au contraire, ils nous donnent de plus en plus d'imprimés à enfourner dans les boîtes aux lettres. En quelques mois, le nombre d'imprimés à distribuer à été multiplié par trois sans aucune compensation financière. Quand je fais mes comptes à la fin de la semaine, après avoir enlevé les frais réels de carburant, d'entretien et de réparation du véhicule, il me reste l'équivalent du RMI... avec l'ACS et la CMU en moins.

Que faut-il faire ? Accepter ces conditions ou retourner au RMI ? Si des collègues de la poste, titulaires ou précaires veulent se battre pour refuser ce type d'exploitation, qu'ils prennent contact avec le journal.

Titou, militant CNT-AIT de Toulouse

Quand la poste mène des "actions commando"

Nous reproduisons ci-dessous un fax de l'Unité de diffusion postale (UDP) de Toulouse concernant une opération spéciale de diffusion d'une pub IKEA. Loin de l'image de La Poste "service public", ce texte est digne d'une entreprise capitaliste agressive et sans états d'âme. On y trouve quelques perles telles que "cette distribution sera traitée comme une action commando" (affirmatif, mon capitaine !), le rap-

pel "à la plus grande honnêteté dans les quantités distribuées... sachant qu'IKEA mandate une société externe pour valider et contrôler la distribution" (IKEA ne peut pas distribuer ses pubs, mais peut vérifier que le "service public" le fait sans la gruger !), ou encore que "les journées de distribution sont libres, y compris le week-end, sans horaires..." (le summum de la flexibilité). Réservé prioritairement aux CDI (plus fiables que les CDD ?), ce travail effectué en plus du boulot normal "sera payé à l'objet, sur le même principe que les fonctionnaires, et les indemnités kilométriques seront payées au réel." Quel cynisme !

LA POSTE

Unité de Diffusion Postale de Toulouse
Publitélège Non Adressé

Mlle, Mme, Mr

Toulouse, le 03 Août 2000

Les commerciaux du Département viennent de faire signer un important contrat de distribution de près de 370 000 catalogues IKEA, sur 3 semaines, du Lundi 21/08/00 au Dimanche 10/09/00, dont toute la zone de couverture actuelle de l'UDP.

Au vu du poids de cet imprimé, cette distribution sera traitée comme une action commando dédiée, en dehors de votre travail contractuel de Publi ou d'ISA. L'imprimé pèsera 540g, avec une contrainte de distribution ABSOLUE de ne les mettre QUE DANS DES BAL NORMALISEES, et bien entendu dans celles-ci. Le cahier des charges est très précis : Aucun dépôt SUR ou SOUS les BAL. Aucun dépôt chez les concierges. Aucun dépôt sur tablettes. Aucun forçage dans des BAL qui ne correspondraient pas au catalogue. Par contre, il est possible, pour les BAL, de former spontanément la normale de distribution, dans le sens où le catalogue peut y contenir en entier, sans être très abîmé ou déformé.

Si nous avons remporté ce contrat, c'est que, de par notre connaissance du terrain, nous nous sommes engagés à cibler seulement ce type de BAL. Sachant que IKEA mandate une société externe pour valider et contrôler notre distribution, je vous demanderai la plus grande honnêteté dans les quantités distribuées.

En effet, nous allons partir sur une dotation préalable de X % de vos zones PNA, il faudra réajuster les surplus, et/ou révenir charger si il vous en manque.

Ce traitement exceptionnel est associé à un paiement dédié à l'objet, qui sera traduit en paye supplémentaire, sur le même principe que les fonctionnaires, selon les IR des Zones de travail, (joint au verso), ainsi que des indemnités kilométriques au réel.

Cette distribution hors normes est basée sur le VOLONTARIAT, chaque CDI sera prioritaire sur sa zone de travail habituel, tout d'abord ceux des ISA, puis ceux du Publi. Ensuite, vous pourrez en réserver d'autres. Les journées de distribution sont libres, y compris week-end, sans horaires, sauf si cela remet en cause la tranquillité des habitants que vous connaissez sur vos zones.

Nous attendons une réponse de chacun pour le samedi 32, (du 07/08 au 11/08), sachant que votre zone vous est réservée durant toute la semaine 34, et que la réservation de zones libres n'interviendra qu'à partir du Lundi 29/08.

Le lundi 17 juillet 2000, à 20 h 30, 153 ouvriers de la Cellatex, à Givet (Ardennes), déversent 50 000 litres d'acide sulfurique dans un affluent de la Meuse. Depuis le 5 juillet, ils menaçaient de faire sauter leur usine.

Par leur geste, ils montraient leur détermination.

Tout cet été, dans une petite dizaine¹ d'entreprises en conflit, les travailleurs ont pris exemple sur ceux de Cellatex. Cette série d'événement constitue en France une rupture, d'une part avec le syndicalisme institutionnel, d'autre part avec la culture d'entreprise et le respect de l'outil de travail.

Simple sursaut devant le rouleau compresseur du capitalisme, ou apparition d'une nouvelle culture de lutte ?

Premier constat : en agissant avec détermination et solidarité, les ouvriers de Cellatex ont appliqué localement les réponses historiques du mouvement ouvrier dans sa lutte contre le capitalisme et l'Etat.

Les faits parlent d'eux-mêmes : en occupant leurs usines, en élaborant eux-mêmes leurs revendications et en s'auto-organisant pour les faire aboutir, les 153 ouvriers de Cellatex ont, en 15 jours, fait céder l'Etat et le patronat pour obtenir des indemnités de licenciement acceptables. Un témoin raconte : *"Ils ont tout préparé, sécurisé une partie de l'usine pour éviter toute action kamikaze de l'intérieur et mis en place un dispositif pour assurer et montrer leur détermination si les négociations n'aboutissent pas"*².

La population de Givet, dans une région qui connaît 20 % de chômage, soutient la lutte. Malgré les dangers qu'ils encourent du fait des moyens d'action choisis, les journalistes ne trouvent aucun habitant pour critiquer l'action des ouvriers. Ces femmes et ces hommes solidaires à l'autre bout de la France inquiètent le gouvernement. En quelques jours, le préfet, puis les ministres, sont obligés d'intervenir, puis de céder. Le secrétaire général de la "Fédération du tex-

tile GGT", venu spécialement de Paris, sait pertinemment qu'il a très peu de marge de manœuvre, car les revendications sont précises et les ouvriers n'accepteront pas qu'on se moque d'eux comme il est coutume de le faire. Le syndicalisme de la table de négociations, de la tasse de thé et de la bise sur la joue est dépassé : il faut des actes clairs, car les occupants de l'usine sont déterminés.

Le mercredi 19 juillet³, date symbolique, l'assemblée des militants du syndicat CNT-AIT de Toulouse envoie de son local un fax de félicitations et de solidarité aux ouvriers. Surprise : nous nous apercevons que toutes les communications téléphoniques avec l'usine sont coupées. De quel droit ? Personne, aucun média n'en a parlé.

Ce qui est clair, c'est que le gouvernement (socialiste, communiste, vert et citoyen, on ne le répétera jamais assez) tente d'isoler les ouvriers, de rendre impossible toute expression nationale de la solidarité.

Pour cela, il bafoue sans pudeur les règles les plus élémentaires de sa "démocratie" – dont la libre circulation de l'information et des communications privées est un pilier.

En coupant autoritairement les communications, le gouvernement réalise, clandestinement mais de fait, une sorte de mini état d'urgence.

Manifestement, même s'il hésite entre concertation et répression, il se prépare à l'éventualité de cette dernière. C'est que les dirigeants économiques et politiques ont perçu la portée de l'affaire. En effet, deux éléments fondamentaux de maintien de l'ordre social, le syndicalisme et le mythe de l'entreprise, sont mis à mal dans le conflit Cellatex.

Localement, cependant, le soutien s'amplifie : *"Amis, familles, voisins se rendent à l'usine pour apporter soutien, ravitaillement et informations, car la préfecture a décidé de suspendre les lignes de téléphone et personne ne fait confiance au portable"*².

Deuxième constat : les ouvriers de Cellatex ont tiré les conséquences de l'échec cuisant du syndicalisme de collaboration.

La vague de licenciements des années 1996 et 1997, contrairement à ce que prévoient les spécialistes du mouvement social, est restée sans riposte⁴. L'année 1996 est celle qui, depuis 1946, a connu le moins de jours de grève.

La Cellatex est un pur produit de cette situation : en juillet 2000, il n'y a plus d'implantation syndicale dans cette usine, c'est pour-

quoi, toujours pour les "spécialistes", la combativité des ouvriers y est réputée... faible !

Que s'est-il passé ? Jusqu'au milieu des années 90, les syndicalistes institutionnels, malgré leur perte constante d'audience, avaient réussi à sauvegarder le mythe selon lequel il faut "défendre l'entreprise" pour "défendre l'emploi". Le capitalisme, de lui-même, a porté un coup

fatal à ce discours par ses multiples délocalisations et restructurations.

Progressivement, l'entreprise est apparue aux yeux d'un nombre croissant de travailleurs pour ce qu'elle est : un instrument de profit que le patronat utilise pour un maximum de rentabilité et qu'il jette quand cette rentabilité diminue, sans s'occuper de "l'emploi", des salariés, de l'intérêt national ou de l'environne-

ment. Les ouvriers de Cellatex ont été assez lucides pour le comprendre et pour en tirer les conséquences.

Ils ont également compris (ce que beaucoup de militants révolutionnaires n'ont pas encore fait) que les délégués du personnel, les représentants au comité d'entreprise

et autres institutions de collaboration de classe ne servaient strictement à rien d'autre qu'à bloquer toute possibilité de lutte efficace. Ils ont appliqué les vieilles méthodes du syndicalisme d'action directe, qui ont, par le passé, fait leurs preuves.

Ce faisant, ils ont sorti le mouvement ouvrier de l'absence de dignité dans laquelle le tenaient les appareils politiques et syndicaux.

Mais ce résultat n'est que local et ponctuel, à la merci du discours de l'idéologie dominante.

Derrière la morale apparente du discours dominant se cache la justification de l'oppression.

Le point de départ de la critique bourgeoise contre l'action des Cellatex est stéréotypé. C'est un point de vue qui se veut "moral". Il se décline comme suit : *"Certes, les ouvriers ont peut-être raison de résister, mais pas comme cela..., pas en s'attaquant à l'environnement"*, disent en chœur les partis politiques, les syndicats et les médias.

Notons que les critiques de gauche n'ont donné aucune autre solution crédible pour les ouvriers de Cellatex. Ils ne peuvent pas, sans courir le risque de se couvrir de ridicule, avancer leurs propositions habituelles : se faire photographier

avec Bové ou Gaillot, voter Krivine ou Arlette... La classe ouvrière sait ce qu'elle a déjà payé pour satisfaire l'appétit électoraliste des vedettes de la politique et du spectacle.

L'attitude dominante envers les Cellatex illustre parfaitement le traitement des mouvements sociaux en DEUX TEMPS TROIS MOUVEMENTS à laquelle nous assistons presque systématiquement : on affirme d'abord comprendre les motifs de la révolte, puis on la flingue. La violence, exprimant pourtant un profond ras-le-bol, une juste révolte, offre aux conservateurs un angle d'attaque facile, dans le plus pur style de l'idéologie dominante.

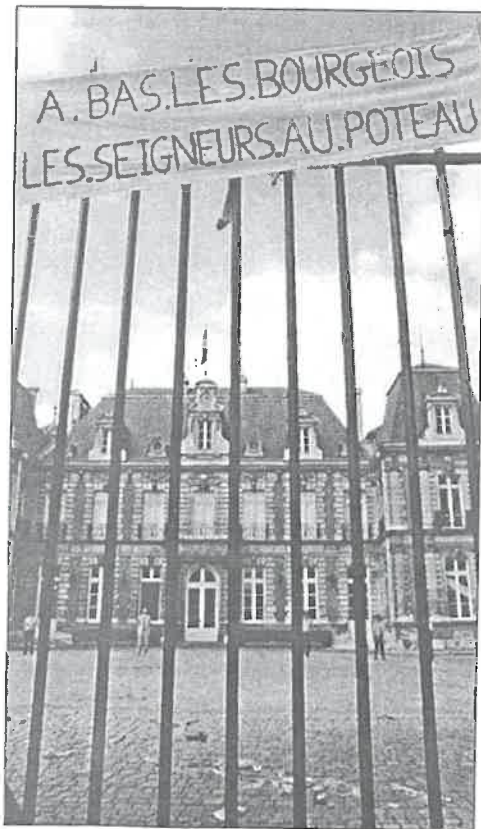
Une fois la grosse colère passée, les dialecticiens hypocrites embrayent sur le thème : *"Voyez ces pauvres, qui, par eux-mêmes, ne réussissent qu'à foutre le bordel (brûler des voitures, des châteaux, déverser de l'acide dans les rivières...). Ils sont la preuve qu'il faut des chefs, des organisateurs."* Et le système tente de sortir de son chapeau une nouvelle vedette plus pure que la dernière, un nouveau syndicat plus alternatif que le précédent. Puis, quelques élections sont offertes au peuple, qui arrête de semer la panique en y croyant une fois de plus. Et comme, évidemment, cela ne change rien, la bourgeoisie attend la prochaine vague de violences en fourbissant ses armes intellectuelles (le mensonge, la propagande officielle), mais aussi matérielles (la matraque et les armes de combat de rue pour les flics et les militaires).

On n'est jamais trop prudent.

Pour les ténors médiatiques de gauche, les ouvriers ont certes raison, mais il est inconcevable qu'ils se donnent les moyens de faire triompher leur cause. Dans une société qui ne compte plus les dépôts sauvages de déchets nucléaires, chimiques, bactériologiques, ni les échouages de pétroliers, les centrales nucléaires fissurées, les manipulations génétiques, pas plus que les sous-marins nucléaires en train de rouiller dans les fonds marins..., voici que seuls les ouvriers sont des "écoterroristes".

Mais, à ce tarif là, que sont donc les patrons de Total, d'EDF, de l'INRA, du Pentagone, de la moindre usine chimique, porcherie industrielle ou mine d'or⁵ ? Ce discours qui ne résout rien, ni les causes de l'injustice ni celles de la violence qu'elle engendre, met en évidence la position des politiciens, pour qui les exploités n'ont raison que vaincus et tort s'ils se donnent les moyens de se faire respecter. Une telle morale, qui ne sert finalement qu'à perpétuer les causes du mal qu'elle dénonce, n'est qu'hypocrisie. Elle a pour seul but d'empêcher les exploités de se défendre. Ainsi, les écologistes, qui s'inquiètent de la violence des salariés et qui dénoncent leur "écoterrorisme", défendent indirectement le mode de développement capitaliste, directement responsable de pollutions infiniment supérieures.

Suite page 6



Les limites d'une lutte dépourvue d'idéal révolutionnaire.

Il est évident que la création et l'utilisation d'un rapport de forces par des méthodes d'action directe est l'un des moyens nécessaires pour en finir avec l'exploitation. Cependant, le risque existe aussi de voir ce rapport de forces être utilisé à des fins nettement plus égoïstes. Le syndicalisme, qui s'arrête à la création et à l'utilisation d'un rapport de forces pour le seul bien d'une catégorie de travailleurs, court le risque de la faire utiliser, directement ou non, contre une autre catégorie de travailleurs et d'aggraver ainsi les divisions dans la population. C'est un syndicalisme qui s'arrête à la moitié du chemin et dont l'actualité, avec les routiers, les paysans, les contrôleurs de trains, montre de nombreux exemples. Que dirions-nous si les travailleurs d'une centrale nucléaire menaçaient de tout faire sauter pour réclamer plus d'indemnités ?

Le débat n'est pas nouveau. Depuis longtemps, nous savons que l'expression d'une radicalité est insuffisante.

Sans conscience de classe et sans éthique révolutionnaire, de réels dangers de dérapage existent. Car nous vivons dans un système qui prône et applique la loi du plus fort, la lutte de tous contre tous, l'opposition d'intérêts d'une corporation contre une autre. Un système qui fait

la part du feu et sait habiller les plus forts en dépouillant les plus faibles. Les dérives du syndicalisme, même d'action directe, avaient déjà été analysées en 1907 par Cornelissen :

"Ne nous dissimulons pas que le syndicalisme d'une part, l'action directe de l'autre, ne sont pas toujours et forcément révolutionnaires. On peut les employer aussi dans un but conservateur, voire réactionnaire. Ainsi, les diamantaires d'Amsterdam et d'Anvers ont grandement amélioré leurs conditions de travail sans recourir aux moyens parlementaires, par la seule pratique de l'action syndicale directe... Les Trade Unions, elles aussi, ont largement pratiqué l'action directe. Par l'action directe, elles ont créé à leurs adhérents une condition privilégiée. Elles empêchent les ouvriers étrangers de travailler, même lorsque ces ouvriers sont des syndiqués⁶."

En l'absence de cette solidarité de classe et de cet idéal révolutionnaire, les conflits du type Cellatex sont rapidement marginalisés ou récupérés par le capitalisme. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles nous sommes anarcho-syndicalistes : parce que cela peut permettre de lutter efficacement contre ce détournement permanent des luttes.

Un militant

A nos lecteurs

Ce numéro, daté de septembre-octobre, paraît avec un mois de retard. Le matériel avec lequel nous le réalisons a eu une série de pannes. Tout devrait rentrer dans l'ordre et nous devrions pouvoir rattrapper progressivement notre retard pour les prochains numéros.

A lire

"Fascisme et travail" (CNT-AIT, Marseille), "Immigration : réponses aux mensonges racistes" (CNT-AIT, Besançon), "Flexibilité, précarité" (CNT-AIT, Marseille), "Réflexions sur le chômage" (CNT-AIT, Caen), "Délégués du personnel, comités d'entreprise ... les élections professionnelles contre le syndicalisme" (par un militant), "Les évangiles c'est du bidon" (par Peilharot), "Des origines à nos jours, notre place dans le mouvement ouvrier" (par Frolan) ... et de nombreuses autres brochures sont disponibles, 10 francs l'exemplaire (port compris), 50 % de réduction à partir de 5 exemplaires.

NOTES

1. D'après nos informations. Les médias parleront des trois premiers puis feront un mur de silence autour des autres.

2. Témoignage d'un militant d'AC! Rhône.

3. Date anniversaire du 19 juillet 1936 (révolution espagnole).

4. En septembre 1996, le front commun de la mouvance médiatisée (celle qu'on a pu voir encore dernièrement, stand contre stand, à Millau) nous annonçait un automne chaud (relire l'ensemble de sa presse de l'époque). Elle reprenait pieusement l'analyse de son maître à penser, Ignacio Ramonet, qui prédisait dans *Le Monde diplomatique* (août 1996) un "Septembre rouge". Il n'y eut pas plus de septembre rouge que de beurre en branche. C'était prévisible. Dans notre numéro de sept. 96 (n° 42), nous titrions "*L'automne sera show*" pour dénoncer cette poussée de médiatite aiguë, en soulignant qu'il faut faire la différence entre "la métaphore journalistique et la réalité". Curieusement, beaucoup de ceux qui en 1996 voulaient voir des luttes radicales là où il n'y en avait pas, ne veulent pas en voir maintenant là où, comme à Cellatex, il y en a.

5. Qui lâchent périodiquement "par accident" des tonnes d'arsenic dans le Danube, par exemple.

6. Dans *Anarchisme et syndicalisme* (éditions Nautilus & Monde libertaire), compte-rendu analytique du congrès anarchiste d'Amsterdam. On y lira aussi avec intérêt la préface de A. Miéville : "*Entre anarchie et syndicalisme*".

Voici quelques années que la presse, du *Monde* à *Libération*, en passant par *Le Point*, voit des libertaires partout et annonce régulièrement, à propos d'un concert ou d'une manifestation gentille, le retour des idées anarchistes. On aurait pu s'attendre, avec l'affaire Cellatex, à une recrudescence de commentaires de ce genre. Que nenni ! C'est tout le contraire qui se produit. Ainsi, dans *Marianne*, on peut lire que les cas de Cellatex, d'Adelshoffen, de Bertrand Faure, "ça n'a rien à voir avec un retour de l'anarcho-syndicalisme" (14 août 2000). Pourtant, l'action de ces travailleurs offre une parenté frappante avec les méthodes d'action de la CGT du début du siècle. Il faut rappeler qu'à cette époque la CGT était anarcho-syndicaliste et qu'elle diffusait par exemple une brochure dont le titre à lui seul claquait comme une gifle à la face de tous les patrons : *Le Sabotage*, texte écrit par

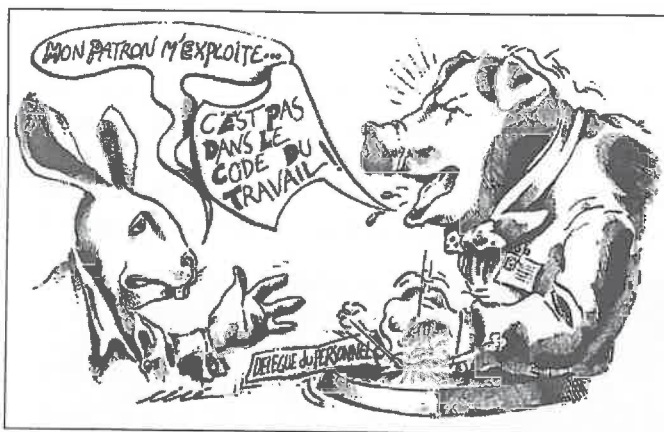
un de ses secrétaires confédéraux, Emile Pouget.

Ce déni s'explique : le pouvoir a tout intérêt à faire croire que la colère des ouvriers est quelque chose d'exclusivement tripal, non réfléchi, qu'elle ne vient de nulle part et qu'elle ne va nulle part, qu'elle est sans continuité et surtout sans avenir. S'il y a beaucoup de tripes dans l'action des Cellatex, il y a aussi beaucoup de lucidité et de réflexion. Les Cellatex ont parfaitement compris les enjeux de leur lutte et déjoué les pièges dans lesquels les salariés se font enfermer habituellement. Ils ont compris qu'ils ne pouvaient faire confiance qu'à eux-mêmes, qu'agir par eux-mêmes. Et si, poursuivant leur réflexion, les Cellatex ou ceux qui viendraient à se lancer dans la même démarche comprennent avec la même lucidité le fonctionnement général de notre société et la nécessité qui en découle d'organiser une

solidarité et une action de classe, alors, ils seront en train de retrouver l'anarcho-syndicalisme. Car, ce qui nous guide, ce n'est pas une théorie toute faite, qu'il n'y aurait qu'à réciter, mais bien quelque chose qui est en même temps théorie et action et qui se construit (et qui parfois se détruit) au quotidien, que les travailleurs sont parfaitement capables de réinventer par eux-mêmes. Quelque chose qui part de la révolte, individuelle et collective, pour aller vers la révolution sociale. C'est pourquoi, malgré les limites évidentes de leur action, nous nous sentons liés par beaucoup de fraternité avec ces hommes et ces femmes que nous n'avons jamais vus, que nous ne connaissons pas, mais qui ont su, avec beaucoup de courage, de dignité et d'intelligence ouvrir une brèche dans le dispositif bien rodé d'étouffement des luttes ouvrières.

Un autre militant

FORGEVAL, ADELSHOFFEN, BERTRAND FAURE, CONTINENTALE...



Forgeval (Valenciennes) :

Usine sidérurgique dont la faillite jette à la rue 127 travailleurs. Ils menacent de brûler une presse coûteuse avec l'huile des machines qu'ils détiennent en quantité. Mais ils ne tiennent pas jusqu'au bout et cèdent aux pressions de la sous-préfecture et des syndicats. Ils obtiennent beaucoup moins que les Cellatex, mais tout de même 62 reprises dans une autre firme.

Adelshoffen (Strasbourg) : Heineken veut la fermer en jetant 101 travailleurs et en mutant quelques autres dans le Nord. Fermeture annoncée en avril ; les promenades syndicales et les débrayages limités ne donnent rien.

Cellatex sert d'exemple : ils inondent des rues de bière. Le 33 juillet : ultimatum de sauterie à la bonbonne de gaz et à l'ammoniac. L'usine sera quand même fermée, mais avec un plan social qui dépasse assez largement "les obligations légales".

Bertrand Faure (Nogent-sur-Seine) :

236 licenciés. Après les traditionnelles "actions syndicales"

minables, les salariés menacent de jeter les machines dans la Seine et de brûler le stock de housses prêtes pour la livraison. Les délégués syndicaux, débordés, ont dû retourner discuter avec les autorités. 116 salariés auraient accepté des reclassements ou des primes. Nous manquons d'informations sur la suite.

Continental d'équipements électriques (Meaux) :

119 salariés licenciés... par fax, personne ne prenant le risque de le faire en face à face. On ne sait trop à quoi ils mettent le feu (les médias diront que c'est symbolique). Nous manquons également d'informations sur la suite.

(D'après *Dans le monde, une classe en lutte*, de sept. 2000, bulletin publié par Echanges et Mouvement, BP 241, Paris Cedex 18).

La lutte des précaires de Blagnac a duré près de deux ans.

Comme souvent en pareil cas elle a connu ses périodes d'exaltation et de dépression. Mais "certaines luttes se gagnent sur la durée" (CS n° 58). C'est ce qui s'est passé : par leur ténacité, leur mobilisation, leur conviction, les précaires des CLAE¹ ont arraché la création de 14 postes. Fin septembre, cela s'est concrétisé par la "stagiérisation" (avant titularisation) de toutes² les précaires qui avaient mené la lutte, ainsi que d'autres employées. Dans un contexte général de développement de la précarité, cette lutte montre qu'on peut imposer à l'employeur une logique inverse.

C'est pourquoi il nous paraît important d'y revenir, en développant d'abord les points qui ont posé des problèmes et les réponses qui y ont été apportées. Puis, pour clore ce dossier nous en rappellerons les principales étapes. Il s'agit de la sorte d'alimenter un débat militant qu'il revient à chacun d'enrichir.

1. Les CLAE sont des centres d'animation et de loisirs autour de l'école gérés par les mairies.

2. Au féminin : toutes les vacataires en lutte sont des employées.

L'apprentissage de la lutte par les vacataires

"On veut se battre, mais on ne sait pas comment faire. Apprenez-nous !" C'est ainsi que l'on pourrait résumer la demande du groupe de neuf vacataires qui étaient présentes aux assemblées générales et conseils d'employés.

La tâche aurait été sûrement facile pour un syndicat traditionnel : il aurait confié le "dossier" à ses permanents et juste demandé aux vacataires de cotiser et de participer à une ou deux actions ponctuelles quand les "responsables" l'auraient décidé.

Pour la section CNT-AIT de Blagnac, ça a été un combat de plusieurs mois. Notre objectif affiché était de permettre la prise en main de la lutte par les personnes directement concernées. Mais l'auto-organisation ça ne se décrète pas, ça s'apprend, parfois lentement, surtout quand, pendant des années, on a été écrasé par le quotidien, quand on n'a aucune expérience de la lutte et quand le patron vous a fait comprendre que vous n'êtes qu'un simple exécutant.

Que faire, alors ? Pour la section, il s'est agi d'éviter les deux écueils les plus habituels :

- dire aux gens "prenez vos affaires en main" et s'en laver les siennes, attitude souvent observée chez ceux qui ont peur de confronter leurs grandes idées avec la réalité quotidienne ou qui ont avant tout le souci de continuer leur petite vie tranquille,

- prendre la direction des opérations. Là aussi, ce ne sont pas les prétextes qui manquent, la moindre difficulté étant érigée en incapacité des travailleurs à s'organiser.

A tâtons, nous avons donc essayé de ne pas faire à la place des vacataires, mais, dès le départ, avec les vacataires, en orientant notre action vers leur autonomisation. La section a donc joué au départ un rôle de support : elle a apporté une méthodologie pour les réunions, assuré, au début, les présidences de séance de façon officieuse, pour qu'il y ait un libre échange. Elle a été vigilante aux positions de SUD et de la CMB, afin qu'elles ne soient pas décisionnaires. Elle a poussé à chercher ensemble des moyens d'action, à impulser la libre parole sur les craintes des vacataires de subir des représailles ou sur le découragement



provoqué par celles qui quittaient le groupe ou étaient moins présentes. Il a fallu aussi les aider à résister aux pressions : celles de l'extérieur, de leurs collègues, de leurs chefs, qui leur reprochaient d'être sous la coupe d'un "syndicat dirigeant". Elles démentaient timidement, disaient que rien ne leur était imposé. Il a fallu tout cela pendant plusieurs mois, mais la section l'a toujours fait dans la même perspective. Et, progressivement, les vacataires ont pris confiance en elles. D'elles-mêmes, au fil des mois, elles sont allées seules à des rendez-vous avec des élus muni-

cipaux ou aux rencontres avec les parents d'élèves, leur expliquant leurs revendications. Elles ont fait des réunions régulières entre elles pour préparer leurs interventions ou leurs tracts. Elles ont progressivement constaté qu'elles étaient vraiment leurs propres maîtres.

Dans les dernières semaines, l'autogestion de la lutte a pris toute sa dimension. Etant devenue une lutte vraiment auto-organisée, elle a trouvé ainsi une force considérable qui a été un facteur décisif pour arracher la satisfaction des revendications : face au refus de la mairie,

elles sont revenues à la charge, impulsant des assemblées générales avec d'autres vacataires, des chefs de service. Elles ont réussi à rallier au mouvement 12 écoles sur 14, avec grève quasiment générale programmée. Elles n'ont jamais pris de décision en sous-groupe. Elles ont organisé des assemblées générales avec tour de parole et vote, sans qu'aucun syndicat ne soit présent. Elles ont démontré les capacités de la base à lutter et à gagner, et c'est sur des principes anarcho-syndicalistes qu'elles ont appris que l'action directe restait une arme redoutable.

L'intersyndicale

A Blagnac, la section CNT-AIT a agi au départ en impulsant une intersyndicale qui regroupait tous les syndicats présents parmi les municipaux. C'est une pratique inhabituelle pour notre organisation. Deux ans après, un bilan peut en être tiré :

La façon dont la section de Blagnac a agi n'est pas le résultat d'une stratégie préprogrammée.

Quand la section s'est créée, il nous a semblé naturel de nous présenter aux autres syndicats de la boîte afin d'être identifiés tant sur nos noms que sur notre ligne d'action. Précisons en effet que les autres syndicats étaient menés par des collègues que nous connaissions depuis des années. De plus, l'un d'entre nous avait milité à la CFDT, un autre à la CMB..., et nous avons quitté ces syndicats dans la transparence, en expliquant nos positions différentes. C'est pour cela que nous avons pensé qu'il fallait essayer de bosser ensemble, en gardant nos spécificités, pour obtenir un impact plus important concernant les luttes à mener.

LA CFDT

Sporadiquement, avant la lutte actuelle des vacataires, la CFDT

fit partie de deux luttes intersyndicales (celle pour le paiement du 1^{er} Mai aux vacataires, celle contre un élu municipal aux pratiques douteuses envers le personnel féminin).

Mais elle a refusé immédiatement de faire partie de l'unité syndicale pour l'intégration des vacataires. Son motif a été qu'elle avaient commencé, paraît-il, le travail depuis plus d'un an, avec des "négociations en haut lieu". Cela avait le mérite d'être clair : l'objectif pour eux était que la CFDT gagne, et non pas que les vacataires soient titularisées.

LA CGT

Concernant la CGT, nous avons voulu pratiquer l'ouverture, ne pas rester sur ce qui se dit, mais leur laisser le bénéfice du doute.

Nous croyons réellement que nous avons bien fait, car on ne pourra pas nous taxer de "sectaires". Ce sont eux qui, au travers de leurs positions, ont montré qu'ils ne voulaient pas se mettre contre le patron, puisqu'au bout du compte ils négocient avec ce même patron pour "ce" ou plus exactement pour "ceux" (ou "celles") qui les arrangent. Ils ont quitté à deux reprises l'intersyndicale, sans aucune explication, au moment où le rapport de forces se mettait en place entre les

travailleurs et le maire. Il n'y aura pas eu de troisième fois et, si la possibilité d'une intersyndicale dans une autre lutte se présentait, nous dirions tout haut à la CGT ce que nous venons d'écrire.

FO

FO est inexistante, apparue et disparue lors d'une distribution de tracts.

SUD

SUD (une seule militante) a été très souvent absent physiquement. Cela nous a sûrement bien arrangé. Nous avons donc géré la situation, respectueusement mais sans jamais composer. Il y a eu des points positifs : elle ne s'est jamais protégée de l'autorité et a fait participer son organisation financièrement, comme la CMB et la CNT-AIT.

CMB (syndicat autonome)

Nous avons travaillé avec un adhérent pendant plus d'un an, avec une petite équipe sur les derniers mois. Notre collaboration a été fructueuse. Ils ont été présents dans les réunions, dans toute l'intendance et financièrement. Le fait que la CMB soit un syndicat légalement représentatif a permis les préavis de grève officiels. Ces copains-là sont bien du même monde que nous, avec les



mêmes valeurs : solidarité, justice, base qui décide et qui agit jusqu'au bout, sans crainte des représailles. Pourtant, c'est bien la section CNT-AIT qui a permis l'alchimie nécessaire à leur implication dans la lutte. La CNT-AIT a, dès le départ, proposé ses pratiques dans les assemblées générales et les conseils d'employés, qui les ont adoptées. Cela a permis l'élargissement à tout un chacun de la parole, de la décision, de l'action, bien au-delà d'un bureau restrictif comme la CMB le faisait jusque-là.

Les échanges se sont faits en profondeur, sur tous les aspects de la vie syndicale, au-delà de la lutte des vacataires.

Le secrétaire de la CMB a même, en fin de lutte, démissionné de son mandat de représentant du personnel. Il a vu enfin avec lucidité que c'était une façon non pas de défendre les salariés, mais de conforter les patrons dans leur pouvoir décisionnaire. C'est un exemple : les prises de conscience furent massives dans leur syndicat, car, malgré l'étiquette syndicale, ils ont vu que certains de leurs adhérents étaient non solidaires des grévistes. La petite histoire dit même qu'ils ont "jeté" leur permanente, qui n'était là que pour traiter ses affaires personnelles et qui n'a pas suivi les mouvements de grève. Et l'histoire dit vrai ! Les heures syndicales, ils vont maintenant les répartir sur un large groupe d'adhérents. Ainsi, pour toutes ces petites raisons tangibles, et celles qui

sont plus impalpables, ne soyons pas prétentieux mais contents de ce qu'a impulsé la section CNT-AIT de Blagnac. Ces copains-là nous ont fait une confiance absolue. Ce ne sont pas des naïfs, ils se sont simplement retrouvés dans les pratiques impulsées par la section. Souhaitons que l'avenir soit prometteur et qu'ils ne se limitent plus à leurs décisions de bureau. Souhaitons aussi que nous puissions encore lutter ensemble. Le maire et les élus municipaux ont bien senti la CMB et la CNT-AIT solidaires jusqu'au bout dans la lutte. Ce fut un poids indiscutable. La CMB est le plus important syndicat de la Mairie, avec quelques personnalités déterminées. Quant à la CNT-AIT, elle fait peur aux élus et aux hauts fonctionnaires. Malgré cette intersyndicale vivante, le mouvement a bien été taxé dans les hautes sphères de "lutte anarchiste". Il est vrai qu'une assemblée générale sur la place de la mairie, avec 150 employés, ils n'avaient jamais vu !

NOTRE DÉBAT INTERNE

Le fait que la section de Blagnac non seulement se propose de faire partie d'une intersyndicale, mais en prenne l'initiative a soulevé, comme on le comprend, d'importantes discussions dans le syndicat intercorporatif CNT-AIT de Toulouse et de la région (auquel la section de Blagnac est rattachée). On peut les résumer en disant que, avec raison, les militants ne font aucune confiance aux "grandes centrales". L'analyse globale de ces institutions démontre que la CFDT, la CGT ou SUD sont des rouages de collaboration, dont le rôle est de tenir les travailleurs sous la tutelle du gouvernement, des partis politiques et, finalement, du patronat. Cette analyse est partagée par tous. Pourtant, le syndicat ne s'est pas opposé à cette expérience.

Pourquoi ? Parce que l'analyse du contexte local et des circonstances présentait des particularités. D'abord, les militants de la section de Blagnac connaissaient bien leur terrain d'action, pour y travailler depuis des années. Ils pensaient que les militants de la CFDT, de la CGT, de SUD pouvaient se dégager des logiques partisans de leur centrale pour lutter contre un problème qu'ils avaient sous les yeux, d'autant qu'ils se déclaraient depuis des années solidaires des précaires. C'est sur cette opinion que les critiques ont été les plus importantes dans le syndicat CNT-AIT, car, comme cela a été dit à ce moment, s'il arrive que des militants ou des sections de la CGT ou de la CFDT acquièrent une indépendance face à leurs dirigeants locaux, cela ne dure jamais très longtemps : soit on les fait rentrer dans le rang, soit on les en chasse. Il a finalement semblé que c'était intéressant de faire évoluer, si on le pouvait, ces personnes ; et que, si elles n'évoluaient pas, on se passerait de leur participation. La deuxième caractéristique était la présence d'un important syndicat autonome, la CMB, dont certains militants ont déjà démontré leur combativité et une ouverture à des pratiques et à des idées proches des nôtres. Ces caractéristiques rendaient possible un travail en commun, tout en continuant à souligner ce qui nous sépare, entre autres notre position sur les élections professionnelles (auxquelles la CMB se présente).

Enfin, troisième élément important, le dynamisme et la capacité de la section de Blagnac à maintenir une ligne anarcho-syndicaliste dans son action (ce qui a donné une coloration particulière à cette intersyndicale et ce qui explique probablement le retrait de certains...). Cette capacité provient entre autres du travail de fond entrepris (diffusion mensuelle de *L'Intelligence de la lutte*, diffusion du *Combat syndi-*

caliste, soutien aux conflits ponctuels...), qui, malgré la répression (mutations disciplinaires de militants...) s'est poursuivi avec constance. Ce travail a donné à la section une crédibilité parmi les employés et fait que personne dans la boîte ne pouvait se tromper sur les orientations, les tactiques et les finalités de la section.

Le bilan, tel qu'il est résumé ci-dessus, a été suivi de semaine en semaine. Il ne manque pas de points intéressants :

En ce qui concerne l'intersyndicale, on notera qu'elle a fondu

avec le durcissement de la lutte. Commencée avec tous les syndicats existants (lors de l'action pour le paiement du 1^{er} mai), elle a fini par une synergie entre la CMB et la CNT-AIT, avec une participation de SUD sur laquelle il n'est pas possible de dire grand chose.

La façon dont la CFDT et la CGT se sont comportées ne fait que conforter ce que pensaient sur ces organisations les plus critiques d'entre nous. Cette fois encore, le petit miracle de militants s'autonomisant par rapport à des structures de collaboration ne s'est pas produit.

Par contre, le travail avec la CMB a été très intéressant. Il est vrai que ce syndicat n'est lié à aucun parti politique, à aucune stratégie nationale de pouvoir... D'une part, son action, qui a été respectueuse de l'autonomie des vacataires, a largement pesé pour favoriser leur victoire, d'autre part, les échanges, la réflexion ont entraîné des évolutions substantielles tant chez certains militants que dans leur fonctionnement interne. La démission de ses mandats électoraux de son secrétaire (qui continue bien entendu à militer) en constitue un symbole fort.

LA FORCE DES CONSEILS D'EMPLOYÉS

Outre les Assemblées générales et l'intersyndicale, il y a eu à Blagnac une autre structure de lutte, les conseils d'employés. Explication.

Les conseils d'employés sont ouverts à tous ceux qui souhaitent s'engager un tant soit peu sans pour autant être syndiqués, mais en étant néanmoins en contact avec des syndicaliste pré-

sents comme tels, avec leurs propres exigences. Le fonctionnement de cet outil de combat s'inspire directement des méthodes anarcho-syndicalistes et fait une référence historique aux Conseils ouvriers du début du XX^e siècle et aux diverses étapes libertaires (Makhnovtchina, CNT-FAI). Cette structure offre un moyen efficace de réflexion et d'action dans la

lutte. Sa présence continue au sein d'une collectivité, administration ou entreprise reflète l'expression de la mobilisation sociale sur le terrain.

Dans le cas de la revendication portée par les vacataires de l'animation, les conseils d'employés furent des temps et des lieux où la solidarité effective a pu se réaliser.

STRATÉGIQUES SANS LE VOULOIR

Premier débrayage : 13 avril.
Deuxième débrayage : 4 mai. Le bruit circule dans les hautes sphères qu'une grève est prévue le 30 mai (12 écoles sur 14 seront fermées). Le préavis de grève doit être déposé par la CMB vers le 20 mai. Les copains de la CMB s'emmêlent les pinceaux entre eux, pensent avoir déposé le préavis, mais ne l'ont pas fait. Nous pensons tous que le préavis est arrivé au cabinet du maire, et donc la grève se prépare. Réunion des vacataires, intersyndicale dans laquelle l'effervescence règne au milieu de toutes les démarches à effectuer. En catastrophe, on décide de faire une lettre au maire pour lui

demander de recevoir une délégation le jour de la grève. On se trompe de date et on marque que ce sera le 30... juin.

On réajuste le tir. On déplace la grève au 6 juin (avec tout ce que ça comporte de démarches) et on dépose un préavis de grève en bonne et due forme. Nous avons quelques jours devant nous. On commence à organiser une manifestation de rue – ce qui n'a pas manqué d'arriver aux oreilles du cabinet du maire.

Panique générale dans les bureaux du maire. Ils ne comprennent plus rien. Pour quand est la grève; la manif : le 30 mai, le



30 juin, le 6 juin ? à une autre date ? Ont-ils peur d'une série de grèves sauvages ? On peut le croire, car ils savent que l'ambiance est chaude.

Cette pagaille involontaire, stratégie involontaire, nous a très

certainement servi dans la suite des événements. Elle explique peut-être le revirement brutal que nous avons vécu : les élus, les hauts fonctionnaires jettent l'éponge et convoquent tous les syndicats le 31 mai pour

annoncer la titularisation de 14 agents. L'intersyndicale ne s'est bien sûr pas prononcée sur l'annulation de la grève. Le maire a reçu une délégation de vacataires l'après-midi même pour confirmer les titularisa-

tions. La délégation n'a pas pris la responsabilité d'annuler la grève. Les élus ont dû patienter jusqu'au 5 juin pour que les vacataires, en assemblée générale, décident l'annulation de la grève.

Explication d'un mouvement ponctuel à partir de bases militantes

1 - DÉMARRAGE

Créée pour des nécessités de liberté d'expression et d'action en mars 1998, la section CNT-AIT de la mairie de Blagnac, avec un noyau de militants et d'employés ouvertement sympathisants (participant activement à des réunions et à la diffusion d'un bulletin) avait immédiatement ciblé deux objectifs prioritaires parmi les problèmes imposés aux salariés. Ainsi avaient été posées les bases d'une revendication globale contre un régime de primes discriminées et l'exigence de combattre la précarité dont les employés contractuels vacataires et CDD sont victimes depuis des années.

Très vite, en l'espace de huit mois (dès fin 1998), notre lutte contre la précarité est rejointe par la création d'une dynamique en intersyndicale CNT-AIT, CMB (autonomes), SUD, CGT, après la tentative ratée d'une plate-forme nationale SUD-CGT sur ce problème en 1998. La section CNT-AIT a exprimé dès cet instant son souci de permettre les prises de décision à la base. Par application de ces prin-

cipes, les salariés ont alors participé avec l'intersyndicale à des conseils d'employés où se sont réellement décidées les positions et actions collectives à réaliser (échancier à l'appui !). Le premier conseil d'employés avec pour ordre du jour "la précarité" fut tenu en janvier 1999 avec 30 salariés du secteur animation et quelques autres. Des groupes de travail furent définis.

2 - PRISE DE CONSCIENCE

L'année 1999 voit donc se développer des démarches conjointes autour de la revendication. Elle est ponctuée de rencontres en conseils d'employés avec l'intersyndicale, qui apporte ses propres réflexions sur l'avancée du mouvement et son soutien (appui et conseils techniques pour les courriers, réunions avec la Direction des ressources humaines, assemblées générales avec des parents d'élèves, ouverture de cahiers de pétitions, aide au montage d'un dossier technique confirmant la nécessité d'emplois stables...). Devant l'apparente durée annoncée du mouvement (pourrissement joué par l'adminis-

tration), la CGT se désolidarise fin mars 1999, à la suite d'une rencontre, à nouveau infructueuse, avec les autorités municipales. Dans le même temps, les vacataires de l'animation prennent de plus en plus conscience (réunions tous les 15 jours) à la fois de leur situation et de la solidarité qui se crée, et de leur capacité à se saisir de leur propre lutte sans les directives d'appareils syndicaux prééminents. Les méthodes de la CNT-AIT sont par contre adoptées dans la pratique. Ainsi, à mesure du développement des démarches (tracts, assemblées générales), dans un schéma permanent de prises de décision toujours en commun, les vacataires de l'animation se sont mobilisées avec une confiance grandissante en elles-mêmes pour les actions menées, aux côtés de cette intersyndicale où les exigences de transparence et de suivi posées dès le début par la CNT-AIT les ont aidées, comme nous-mêmes !... Leur champ d'autonomie ainsi impulsé par la section CNT-AIT a permis une prise en main collective des revendications.

3 - STRATÉGIE DE LA SOLIDARITÉ

C'est au cours d'un conseil d'employés réuni autour de l'ordre du jour "précarité et primes", fin mars 2000, que se décide la jonction avec la revendication d'une prime égalitaire. Les vacataires de l'animation, présentes y étaient favorables, se solidarisant, et réciproquement, avec l'ensemble des employés de la mairie, leur lutte contre la précarité se percevant déjà



comme une base IRRÉDUCTIBLE des revendications. A cette occasion, une décision d'appel au débrayage est prise pour le 13 avril 2000. Plus de 200 employés se réunissent sur le sujet "précarité, titularisation et prime unique : titulaires-précaires, même travail, même salaire". Le débrayage est un succès. Le même jour, on décide en AG des grévistes, sur la place même de la mairie, la reconduction d'un nouveau débrayage pour le 4 mai 2000 si rien ne bouge. La grève du 4 mai voyait une légère baisse des effectifs (mais aussi la participation d'employés différents du 13 avril) et surtout recevait un refus catégorique des autorités d'envisager les titularisations souhaitées (voir articles de *La Dépêche* de cette période).

Ainsi, maintenant "rodées" aux pratiques de lutte directement menées, les vacataires de l'animation décidaient d'accentuer leur mouvement. Elles rencontraient, soutenues par l'intersyndicale en arrière-plan (méfiance d'autres animateurs pour les rôles "étouffoirs" habituellement observés dans les syndicats "représentatifs"), les parents d'élèves, qui décident un soutien plus actif. Elles éditent et tractent sur le marché du samedi, avec l'aide de militants de la section CNT-AIT de Blagnac, mais aussi CNT-AIT de Toulouse et la militante de SUD de l'intersyndicale... Elles rallient les responsables des

centres d'animation et finalement décident d'une grève, avec fermeture de toutes les structures pour le 30 mai 2000 et menace de reconduction le jour de la fête des CLAE. Divers courriers furent transmis aux autorités, certains contradictoires sur les dates (problèmes de rédaction...), tant et si bien que la confusion semble avoir perturbé la capacité de l'administration à pouvoir réagir d'une manière ordonnée. De plus, l'annonce du soutien actif de parents d'élèves et de manifestations dans les rues renforçait l'apparente – et réelle – détermination du mouvement à entrer dans une phase plus dure.

4 - ÉPILOGUE

Le 31 mai 2000, tous les syndicats (!) de la mairie sont convoqués pour l'annonce d'une titularisation dès septembre 2000 – et sans conditions – de tous ceux qui la revendiquaient. La CNT-AIT demande aux élus de recevoir une délégation de vacataires pour confirmer ces propos. Le 5 juin, après un délai de réflexion, les animatrices vacataires elles-mêmes décident d'annuler leur action de grève, les revendications ayant abouti.

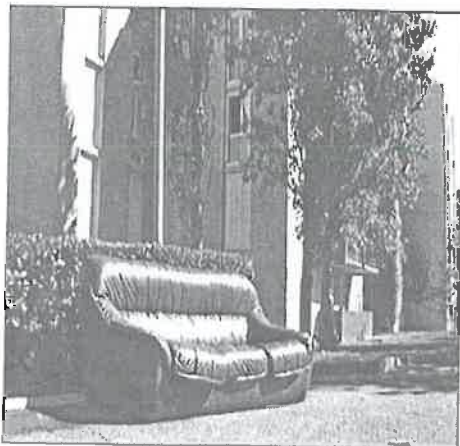
Quelques remarques finales :

- Les élections municipales sont pour mars 2001.
- Les médias (pas assez investis ?) ont passé des annonces (TLT et France 3 Région) et ont dénaturé les termes des revendications, en laissant plus de place aux réponses des autorités (*La Dépêche*).
- L'intersyndicale fut vécue comme un moyen et non comme une fin en soi, à caractère ponctuel.

DANS UNE COMMUNE AUTOUR DE TOULOUSE

Au cœur de l'été, un employé d'une municipalité de la périphérie toulousaine, qui se demandait ou étaient passés trois de ses camarades, a fini par les trouver... en train de creuser une piscine dans le jardin d'un chef de service de la mairie. Ils étaient en train de creuser une piscine avec les camions et la grue de la mairie, et probablement son ciment, pendant leurs heures de travail. Renseignement pris, l' élu responsable de ce secteur était au courant et avait donné son aval.

Le maire, apprenant que le pot aux roses était découvert, a profité de la réunion de rentrée des personnels pour donner les consignes. Après avoir constaté que cette affaire pouvait être très ennuyeuse en période électorale : "Soyez discrets quand vous faites des choses comme ça", a-t-il conclu en substance. Pourquoi tant de discrétion ? Nous sommes sûrs que cette histoire intéresserait tellement les lecteurs du Bulletin municipal !



Je m'abonne au Combat syndicaliste - lettre du CDES

Nom : Prénom :

Adresse :

Si joint un chèque de 50 francs, 100 francs ou plus
à l'ordre de CDES 3 087 21 H Toulouse.

Retournez ce bon à Combat Syndicaliste, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse.



Contre la précarité - 6ème journée internationale de solidarité avec les travailleurs de Mac Do

PRECARITE

Dans la restauration, les transports, la poste, le bâtiment, la santé, ... bref dans tous les secteurs d'activité, la précarité, la flexibilité, l'exploitation ne font que se développer. Certaines entreprises symbolisent particulièrement cette politique : c'est le cas de Mac Donald's. Depuis quelques années une riposte contre ces pratiques commence à se développer.

La Journée internationale de solidarité avec les travailleurs de Mac Do est un temps fort dans cette dynamique. Cette année, la Journée, qui sera la 6ème, aura lieu le samedi 14 octobre.

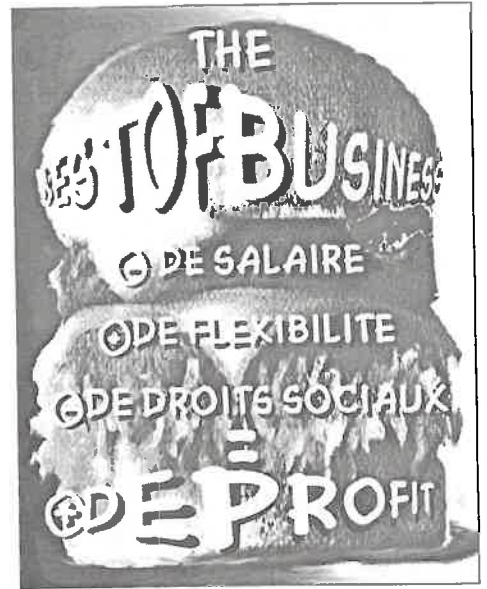
En plus de l'information du public et de l'affirmation d'une volonté de résistance, l'expérience de l'année écoulée montre que cette journée a des répercussions à distance : nous avons été contactés par des salariés de Mac Do et de Quick qui,

à la suite de notre campagne, sont venus nous voir pour exprimer de vive voix leur révolte sur ce qu'ils vivent au quotidien...une action a déjà eu lieu avec certains d'entre eux (Voir "Quick Couac" dans Le

**Contre la précarité,
contre la flexibilité
samedi 14 octobre 2000,
rendez-vous à 13 h 30
au local CNT-AIT,
7 rue St Rémésy.**

C o m b a t
Syndicaliste de mars-avril 2000) des échanges d'information (que peut-on faire quand on est seul, quand on n'est pas nombreux, comment, à quel moment ?...) ont également été riches avec d'autres et pourraient bien déboucher, à terme, sur le terrain.

Alos, le 14 octobre, à travers le symbole Mac Do, soyons une nouvelle fois solidaires de tous les précaires et montrons notre détermination à lutter contre la flexibilité et l'exploitation. Tous ceux qui veulent se joindre à cette journée sont invités.



MARC HOPKINS

La journée internationale a lieu chaque année le samedi qui suit la date anniversaire de la mort de Marc Hopkins. En effet, le 12 octobre 1992, Marc Hopkins, travailleur précaire, mourrait électrocuté lors de son service au Mac Do de Manchester. A la suite de cette mort, un groupe de soutien aux travailleurs de Mac Do s'est créé dans cette ville en 94, relayé par la SOLFED (Section anglaise de l'AIT). Lors du procès en diffamation qui opposa Mac Do à ses adversaires, un rapport interne confidentiel fut dévoilé. Il se concluait ainsi : "la sécurité n'est pas considérée comme importante au niveau du magasin". La mort de Marc puis celle d'un autre travailleur, Michaël Jhonston, lui aussi électrocuté dans un Mac Do en Australie en 96, n'est pas le fait de la fatalité mais une conséquence de la précarité et de la flexibilité imposées aux salariés.

Laissons la parole à Maureen Hopkins, mère de Marc : "Je voudrai que chaque travailleur de Mac Do se dresse pour défendre ses droits. C'est pour cela que je soutiens cette campagne à 100 %. De cette façon, la mort de Marc n'aura pas été inutile".



Quand une génération entière de jeunes étudiants seront bardés de diplômes, truffés de mentions spéciales, titulaires de curriculum vitae en trois dimensions et en possession de recommandations toutes plus élogieuses les unes que les autres, il sera temps d'inventer autre chose pour reproduire la division sociale de notre société ! En attendant, l'échec scolaire reste encore massif dans notre système éducatif.

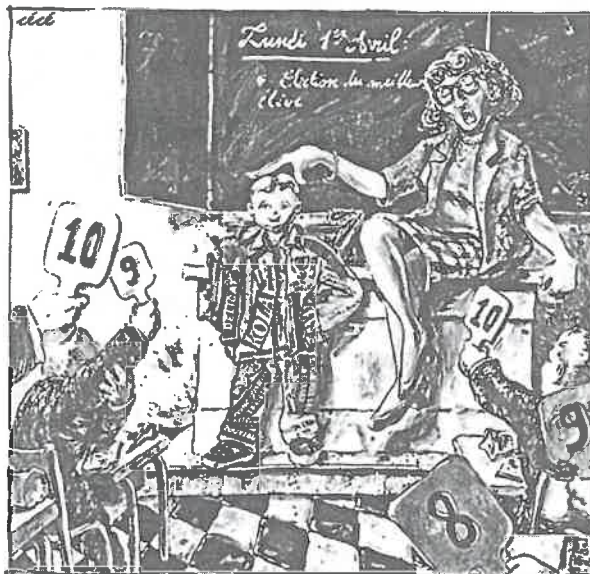
Aujourd'hui, on peut chiffrer l'importance du phénomène (voir L'Etat de l'école, DEP, p. 45, 1997) : sont en retard scolaire d'un ou deux ans au CM2 (fin de l'école élémentaire) 20 % des élèves ; en sixième, 28 % ; en cinquième, 35 %. A partir de la classe de cinquième, le système d'orientation joue à plein, séparant progressivement les élèves jugés dignes d'une formation générale des autres, conduits vers les "filiales" et les écoles de formation technique ou professionnelle. En 1997, sur 100 élèves sortants des différents niveaux du système éducatif, on comptait 38 % au niveau DEUG, 25 % au niveau baccalauréat, 24 % au niveau CAP et BEP et 8 % sortant sans qualification, soit 53 000 adolescents.

Par ailleurs, cette sélectivité est socialement déterminée. Un enfant d'ouvrier, entré en sixième en 1990, avait 25 % de chances d'obtenir le bac ; un enfant de cadres moyens, 59 % ; et un enfant de cadre supérieur, 74 %.

Il est clair que ces constatations sont inquiétantes. Les études classiques des sociologues de l'éducation ont mis en évidence, il y a déjà longtemps, le poids de l'appartenance sociale dans l'échec scolaire.

Mais l'échec individuel n'est pas l'échec institutionnel. Au début du siècle, Durkheim avait déjà identifié les deux grandes fonctions de l'école. D'abord, elle doit unifier le

corps social à travers une idéologie commune. Cette fonction est assurée notamment par l'enseignement de l'Histoire avec un grand H (le peuple rassemblé autour des grands hommes de la nation). Ensuite, l'école diversifie, différencie pour mieux distribuer les rôles sociaux. Et là, rien n'est plus apte à faire admettre comme juste que la sélection sociale opérée par les examens publics et anonymes. Elle est l'instrument par lequel les classes dirigeantes font admettre le maintien de leurs privilèges comme le résultat naturel des compétences et du mérite.



Aujourd'hui, le peuple a assimilé la leçon et ses enfants n'ont pas ménagé leurs efforts pour mériter une vie plus facile que celle de leurs parents. Quand, par des efforts inouïs, quelques-uns d'entre eux ont réussi de prestigieuses études et obtenu le sésame de fin de parcours, ils constatent, souvent avec amertume au bout de quelques années de labeur, que leurs connaissances académiques sont nécessaires mais non suffisantes pour être affiliés à la communauté des élites dirigeantes des entreprises pour lesquelles ils travaillent (c'est l'effet plafond de verre). Pour les autres, la grande majorité des "nouveaux moyennement diplômés", la lutte des classes a cédé la place à la lutte des places.

Ainsi, chaque année, de plus en plus de candidats (90 000 en 1999), pour la plupart surdiplômés, postulent au concours de postiers (3 000 places en 1999). Personne n'est choqué, mais tout le monde est frustré. Le candidat répondant au profil du poste n'a aucune chance de rivaliser avec des titulaires d'un bac plus 4, de plus en plus nombreux. Les reçus n'auront d'autre ambition que d'accéder rapidement à des fonctions d'encadrement.

Les résultats obtenus sont la conséquence logique des moyens utilisés pour y parvenir, et les pédagogues ont bien du mal à lutter contre le conformisme universel. Car l'éducation n'est pas seulement un lieu de relations interpersonnelles entre des adultes et des enfants, avec toute la complexité qui s'y rattache, c'est aussi une réalité institutionnelle, dans la mesure où elle prend la forme d'un ministère, d'établissements scolaires, de programmes, d'instructions et d'objectifs à atteindre. Mais ces objectifs ne peuvent être réalisés qu'à partir des choix plus fondamentaux encore que sont les finalités,

impliquant une conception de l'homme et de sa signification dans le monde.

L'état du système scolaire et les discours patentés ambiants sur l'éducation, loin de clarifier le débat, ne font qu'ajouter à la confusion. Derrière des slogans d'apparence généreuse, la démocratisation de l'enseignement n'a pas le même sens selon que l'on parle d'égalité des chances ou de promotion généralisée. Les uns admettent la nécessité de la sélection, les autres cherchent à la repousser le plus loin possible dans le cursus des études. Mais personne ne remet fondamentalement en cause cette notion, non plus d'ailleurs que la légitimité des examens et des diplômes classants. Au mieux, le

débat porte sur la nécessité de diversifier les parcours scolaires pour bien tenir compte de l'hétérogénéité des "publics", ou bien de maintenir le système unifié et de chercher la diversité dans les méthodes pédagogiques employées.

La même ambiguïté se retrouve dans le contenu des enseignements. Le savoir est officiellement un objectif commun. Mais, pour les uns, c'est un savoir factuel et mémorisable qui doit l'emporter, tandis que pour les autres ce sont les compétences transférables et l'interdisciplinarité. En réalité, toutes ces conceptions sont portées sur la place publique afin d'alimenter un pseudo-débat démocratique. Nos décideurs, eux, ont l'intime conviction que le développement d'une société post-industrielle comme la nôtre n'exige qu'un petit nombre d'individus formés de haut niveau. Le chômage structurel engendré par la rationalisa-

tion du travail à travers l'automatisation et l'informatisation ne pourra être résorbé que par la création d'emplois faiblement qualifiés dans le secteur des services.

L'échec scolaire n'est donc pas un problème scolaire, c'est éminemment un problème de politique sociale. L'argumentation porte sur l'existence de deux classes d'hommes, l'une qui tire sa subsistance du travail de ses bras, l'autre qui vit du revenu de ses investissements ou de certaines fonctions intellectuelles. Et l'élitisme républicain reste avant tout de l'élitisme. Vouloir simplement étendre à tous la culture secondaire classique, jugée la plus noble, avec ses programmes et ses méthodes, celle qui était réservée dans les années 60 aux classes sociales supérieures, c'est-à-dire à 20 % de la population scolaire, sans favoriser l'amélioration du sort matériel et culturel des populations défa-

vorisées, revient à faire porter l'entière responsabilité de l'échec scolaire aux seuls individus.

Dès lors, les jeunes de nos banlieues qui sont intuitivement conscients que ce système scolaire n'est pas fait pour eux, multiplient les actes de rejet et par là même renoncent à toute possibilité de recevoir une véritable formation intellectuelle. Ils préfèrent ne retenir du système que ses aspects les plus négatifs, comme l'école lieu disciplinaire et du contrôle social, où les retards, les absences, les exercices... sont pénalisés. L'école n'est plus qu'un lieu de dressage par punitions et gratifications qui participe de fait à la production d'individus dociles et producteurs, c'est-à-dire capables de s'adapter aux contraintes de l'appareil de production de biens et de services.

Philippe, Toulouse

Après Millau, les réactions.

Il y a ceux qui ne doutent pas, qui écrivent que, à Millau, "la mobilisation a été rendue possible grâce à une culture, mais aussi une stratégie d'autonomie et de contre-pouvoirs..., une pratique militante basée sur l'action directe...". C'est, ce qu'écrivait la revue "Alternative Libertaire" qui titre son édito du mois de juillet "1, 2, 3, 100 Millau !", édito repris dans "A Contre Courant", plagiant ainsi les guévaristes de 1968 qui proclamaient "1, 2, 3, 100 Viet Nam !". Il y a aussi les anarcho-satisfaites qui comptent -ne riez pas- cent mille manifestants à Millau. Il y a tous ceux, nombreux (PC, Verts,...) qui disent que la journée a été un succès, certes pas aussi éclatant qu'ils l'espéraient, mais tout de même, 45 ou 50 000 personnes au concert, en Aveyron, ce n'est pas si mal...

Dans ce contexte, notre numéro "Spécial Millau", distribué

gratuitement sur le site lors de cette journée et les comptes-rendus que nous en avons fait (voir notre précédent n°) ne sont pas passés inaperçus. Un militant des Vignoles de Tours n'a pas apprécié nos commentaires sur le non-anarcho-syndicalisme de Bové : il a écrit un peu partout pour dénoncer ce qu'il appelle notre mauvaise foi. Un autre lecteur nous a écrit pour nous dire son désaccord sur toute la ligne.

Plus nombreux sont ceux qui doutent, sans vouloir aller trop loin dans la critique. Il y a ceux, comme l'écrivait un lecteur de la revue "Prosper", qui n'aiment pas notre numéro spécial dont l'hostilité "ens-tupidifiée" les réconcilie avec une journée... qu'ils avouent avoir vécue comme une galère. Toujours dans "Prosper", il y a un lecteur qui n'aime pas qu'on s'en prenne au "Monde Diplomatique", mais un autre, distri-

butiste, trouve pertinente notre analyse d'Attac.

Enfin, il y a ceux qui s'y retrouvent, comme L., qui nous écrit pour dire qu'il a bien rigolé avec le questionnaire de la dernière page, il y a des lecteurs qui nous envoient spontanément une participation financière pour le tirage du numéro spécial (nous les en remercions), il y a une lectrice qui nous écrit : "Le comité Millavois dont je ne fais plus partie s'enlise dans l'autosatisfaction et se fait sa petite bouffe de lendemains de manifs", et d'autres encore, qui nous disent leur écoeurement et leur dégoût après cette journée.

Alors, l'avenir dira où est la vérité, peut-être, comme nous l'écrivait J-F. P. de l'Ecole Emancipée, autour d'un véritable débat d'idées "comme vous le menez autour de Millau et de l'organisation du spectacle"...

Rédaction

Élections en Yougoslavie

Il paraît que dans les élections se "cache" le pouvoir du peuple. C'est effectivement la seule activité que toute démocratie moderne concède au troupeau, qui sera de toutes façons dirigé par les représentants d'une caste bien ancrée dans le pouvoir politico-financier. Il est de plus en plus clair que les invitations à la sortie "citoyenne" du dimanche ne servent qu'à faire frissonner la mégalomanie des hommes politiques, dont la seule obsession est d'accéder aux meilleures places et de les conserver le plus longtemps possible. Je ne reviendrai donc pas sur l'inutilité et la tromperie d'une élection, quelle qu'elle soit.

Mais on a beau croire qu'on en a vu d'autres, le coup que vient de faire l'Union européenne à la Yougoslavie montre que nos dirigeants se laissent vraiment aller, comme on le fait quand on est convaincu d'avoir gagné sur tout la ligne. C'est écrit dans le Monde : "Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont lancé, lundi 18 septembre, "un message au peuple serbe", l'appelant à se mobiliser lors des élections du 24 septembre en Yougoslavie (présidentielle et législatives) pour évincer Slobodan Milosevic du pouvoir. Réunis à Bruxelles, les ministres ont estimé que ces élections, "quelles que soient les conditions dans lesquelles elles ont été décidées et organisées, donnent au peuple serbe la possibilité de récuser clairement et pacifiquement la politique de Milosevic, faite de manipulation politique, de privation de libertés et d'appauvrissement de la population". "Le peuple serbe se trouve devant un choix politique crucial", ajoute le texte."

Aucun état d'âme, apparemment. On peut ouvertement expliquer aux peuples ce qu'ils doivent voter pour se mettre bien avec leurs patrons. Il suffit d'avoir des moyens persuasifs : "En cas de "changement démocratique" (elle est bonne !) à Belgrade, l'Union européenne s'engage à lever les sanctions économiques frappant la Yougoslavie." Serbes, si vous votez bien, nous sommes même prêts à faire des affaires chez vous : "L'Union européenne promet, en cas de changement politique, "une aide économique pour la reconstruction" de la Serbie."



Inutile de chercher où ira indirectement l'aide économique : les contrats de reconstruction, financés par l'Union européenne, seront bien évidemment signés avec des entreprises européennes qui feront de copieux bénéficiaires...

Mais au fait, qui a détruit la Serbie ? Il ne s'agit pas bien sûr de soutenir Milosevic, le bouffon triste et sanglant, mais de pointer du doigt le cynisme de nos démocraties qui sont prêtes à prendre les populations en otage lorsque le dictateur en place n'obéit plus à leurs intérêts.

Finalement, pour avoir le droit d'ingérence, il suffit d'avoir des moyens de persuasion. Et ceux qui disent encore que dans le vote se niche le pouvoir du peuple sont soit des autruches soit des menteurs.

Petite saunterie à Prague

Apparemment il a fait chaud ces derniers jours à Prague, quand les délégués du FMI et de la Banque Mondiale sont venus se rencontrer comme ils l'avaient fait les fois précédentes, à Seattle puis à Washington. L'INPEG (Initiative Against Economic Globalisation) avait appelé à une grosse manifestation, rapidement interdite par le gouvernement tchèque, et finalement mouvementée, entre quelques milliers de manifestants et à peu près autant de policiers. Lancers de pierres, charges, gaz lacrymogènes et canons à eau, ce désordre manifeste a dû déranger la réunion et inquiéter les délégués, qui ont terminé leur réunion un jour en avance.

On signale de nombreux blessés dans les deux camps, des arrestations et des passages à tabac. Nos compagnons Tchèques doivent nous communiquer des informations complémentaires. Nous en rendrons compte si besoin dans le prochain numéro.

Tous pourris

Une ONG, Transparency International, s'est donné pour objet de dresser le palmarès international de la corruption. Rude tâche ! La médaille d'or est revenue au Nigeria, mais, la France, au 21^e rang n'est pas du tout mal placée. Et encore, ce classement a été fait avant la découverte de la célèbre cassette Mery (celle que DSK n'a pas regardée !) qui démontre que la corruption est dans notre pays une véritable industrie, organisée, jouissant de multiples complications et profitant à l'ensemble des partis politiques.

Dans le groupe de tête des pays corrompus, on trouve la Yougoslavie (sûrement que les élections vont changer tout ça !), l'Indonésie, la Russie, l'Inde, la Chine, ... aucun pays n'échappe au phénomène. Transparency dénonce le rôle des entreprises de l'armement et du pétrole. Mais rien n'est dit sur le pourquoi de la chose. C'est pourtant simple : dans un système où l'argent est roi, la corruption est reine.

United Stupidities of America

C'est un réjouissant festival que Bush junior offre au monde. Il parle des "Gréciens" au lieu des Grecs, confond des mots courants, fait preuve d'une pauvreté de pensée à toute épreuve. Il a même réussi l'exploit de s'enregistrer en insultant un journaliste connu ("un enfoiré de première classe"), tout en lui faisant de grands sourires, car il ne s'était pas rendu compte que les micros placés devant lui étaient ouverts. La lignée des présidents US, dont l'un s'était fait chier dessus par une vache (il s'en était approché, étonné de lui voir lever la queue) a toutes les chances de rester brillante, d'autant qu'il n'existe aucune certitude que son concurrent soit très différent de "Junior".

Romulus

Un film d'époque : Les glaneurs et la glaneuse, d'Agnès Varda.

Je me ramollis. J'ai réussi à voir jusqu'au bout *Les glaneurs et les glaneuses*... Euh, pardon ! *Les glaneurs et la glaneuse*, un film d'Agnès Varda. C'est un film pour cadre de gauche, pour militant d'ATTAC, pour le fan club de l'abbé Pierre. C'est l'histoire d'une cinéaste intello de gauche qui se fait chier avec ses chats, qui flippe à sentir le moment de la grande culbute approcher à grands pas. Alors elle s'achète à la CAMIF un caméscope et se met à filmer ceux qui ramettent dans ce qu'ils ont de plus quotidien, la course au gratis, pour bouffer, pour tenir le coup. Ceux qui ramassent les patates derrière les machines dans les champs, ceux qui font les poubelles, ceux qui font les marchés à l'heure de la benne à ordures. Des hommes, des femmes et des enfants avec des gueules de misère, le cheveu rare ou gras, le visage charclé par le pinard ou le froid, les vêtements look Emmaüs, le verbe court et direct. Elle filme par petits bouts, façon cinéma vérité, elle laisse parler de leur quotidien de glaneurs et de glaneuses, des ficelles et des trucs pour bien glaner. Sûr ! La petite dame est de leur côté. Elle ne vit pas dans une caravane sur une bretelle d'autoroute désaffectée en banlieue de Lille, mais elle comprend, elle compatit, elle soupire. Mais lorsqu'un de ces bons pauvres cinégéniques se laisse aller à commencer à gueuler contre le fric, contre cette société de merde, la caméra fout le camp. C'est pas le sujet, semble-t-elle dire, c'est pas le moment. Même lorsqu'elle filme des camions pleins de bouffe qui filent sur l'autoroute, ou des machines agricoles qui vomissent des tonnes et des tonnes de patates, elle évacue, elle botte en touche après une pirouette verbale. C'est pas non plus le sujet ! Mais c'est quoi, le sujet de ce triste film ? Un documentaire pour "Demain", la chaîne

minimaliste des chômeurs câblés ou parabolés ? Une digression pédagogique sur la valeur esthétique de la misère sociale ? Une sublimation de la mort dans la souffrance des autres ? En tout cas, pour moi, c'est un film d'époque, de cette époque d'écrasement des êtres au nom du profit, au nom du marché.

C'est l'apologie de la résignation, de la soumission, de la reddition devant l'argent, le profit et le pouvoir. Pas un coup de gueule, pas un cri, pas une larme, sinon la brave madame Varda se tire avec sa caméra ! Fini le temps des révoltes populaires, des grévistes en rage, des insurgés. C'est le temps de la misère besogneuse, de la douleur et du silence. Le pauvre est digne et courageux... et muet. Le monde est devenu immuable, imprenable, interchangeable. Chacun connaît la cruauté de la domination capitaliste, mais chacun doit savoir également qu'après des siècles de faux espoirs cet état de fait est inexorable. Il nous reste à faire de notre misère un sujet de compassion pour ceux qui nous exploitent. Je n'ai rien contre M^{me} Varda. Je compatis à ses problèmes d'âge, mais quand même. Ça sert à quoi tout ça ? A nous faire accepter la misère ? A la rendre tolérable, à défaut de présentable ? Le prochain sujet, ce sera sur les mille et une façons de trouver de l'eau potable dans la bande de Gaza ? Ou sur les relations de complicité, voire même d'amitié entre les rats et les enfants sur une décharge de Calcutta ? J'ai mieux encore à lui suggérer à la petite dame comme scénario : "L'histoire d'un membre actif d'ATTAC, pharmacien de son état, qui passe ses vacances à donner des cours gratuits d'alphabétisation à des enfants atteints du VIH dans un orphelinat de Bangui." Je suis cynique ? Non, je suis en colère.

Oliver Twist

Le N° de rentrée de "Reynerie-Bellefontaine un autre futur" vient de paraître. Au sommaire "Et un pas de plus dans la précarité", "Abstention aux élections", "Reynerie service", "L'apartheid au quotidien".

UN AUTRE FUTUR
Reynerie - Bellefontaine
 Otro futuro - آليا - استانتكا - Otro futuro - آليا
 Et un pas de plus... dans la précarité
 حطوة جديدة في عالم الشؤنة
 Le projet de la réforme de l'UMERIC (ASSÉDUC au niveau national) ne fait que renforcer la flexibilité et par conséquent la précarité de l'emploi : le "Plan d'Aide au Retour à l'Emploi" (PARE), qui fait partie de cette réforme est une incitation de plus pour obliger les chômeurs à accepter des boulois mal payés, qui ne leur conviennent pas et qui ne correspondent pas du tout à leurs profils, nous parlons de votre "Allocation Unique Dégressive" (Allocation chômage) revue à la baisse ou carrément supprimée.
 Après un premier refus d'un emploi proposé par l'ANPE, l'AIU semblerait baisser de 20% ; après un deuxième refus, l'AIU serait suspendue ; après un troisième refus, elle serait supprimée.
 Quand on sait que pour les RMites ce genre de contrôle social est déjà plus ou moins mis en pratique, on peut s'attendre au pire : pour exemple, ma nièce, 50 ans, RMite, 54 kilos, n'avait jamais fait de mensure de force, tous ses handicaps : COTORLEP et de formation licence en langues, s'est vu proposer deux fois d'affilié des chemiers d'insertion pour débroussailler les rivières : à la touzoumeuse !!!
 L'UMERIC (ASSÉDUC) في الإصلاحات الوطنية في الإحصاءات الوطنية لا تفعل إلا تعزيز المرونة وبالتالي التقليل من استقرار العمل في فرنسا. إن مشروع المساعدة للعودة إلى العمل (PARE)، الذي هو جزء من هذه الإصلاحات، هو حافز إضافي أكثر لإجبار البطالين على قبول وظائف منخفضة الأجر، التي لا تتوافق مع احتياجاتهم ولا تتوافق مع ملفاتهم الشخصية. بعد رفض أول وظيفة مقترحة من ANPE، ستنخفض الأي.يو.إف بمقدار 20%؛ بعد رفض الوظيفة الثانية، سيتم تعليق الأي.يو.إف؛ بعد رفض الوظيفة الثالثة، سيتم إلغاؤها. عندما نعلم أن هذا النوع من التحكم الاجتماعي قد تم تطبيقه بالفعل في بعض الحالات، يمكننا أن نتوقع أسوأ: على سبيل المثال، ابنتي، 50 عامًا، ر.م.ت، 54 كيلوغرامًا، لم تكن قد خضعت أبدًا لقياسات القوة، جميع إعاقاتها: COTORLEP ودرجة الليسانس في اللغات، تم اقتراحها مرتين للانضمام إلى فرق الصيانة لفتح مجاري الأنهار: في التوزوميس !!!

Le billet de georges

Pendant que la grande précarité arrive à grands pas pour les uns, les autres se partagent le gâteau. Prenons l'affaire des HLM de Paris. On y voit beaucoup d'individus de droite comme de gauche se goinfrer et faire ripaille avec l'argent des loyers. Les petits payent avec le couteau sous la gorge. Quand ils ne peuvent plus, on les mets à la rue. Les gros s'enrichissent en détournant l'argent public. Comme les élections arrivent, ils commencent à se battre. C'est à qui aura la plus grosse part. C'est pour ça qu'ils sortent leurs cassettes. Ceux qui jouent aux purs sont comme les autres : il n'y a que le pouvoir et l'argent qui les intéresse. Il ne faut plus les cautionner aux élections.

Georges

Il serait faux de croire que la musique se limite à la simple consommation passive de produits que la culture de masse répand à une cadence accélérée.

Comme dans la plupart des secteurs de production, le lien entre le producteur et le consommateur n'est pas direct, et la "plus-value" dégagée par les différents intermédiaires se fait ressentir : un CD, tiré à plusieurs milliers d'exemplaires et vendu entre 100 et 150 francs, coûte en fait moins de 20 francs à la fabrication. Où passent les 80 francs (minimum) d'écart ? Sûrement pas dans la poche de l'artiste, mais il est sûr que la somme finale sort de la poche du consommateur, c'est-à-dire vous et moi. Il en est exactement de même pour les prestations scéniques et les "produits dérivés" (vidéos, T-shirts...).

Mais, comme beaucoup d'autres choses, cet état de fait n'est pas une fatalité, et certains groupes, labels et distributeurs fonctionnent suivant le principe de non-profit : considérant que la musique est avant tout un moyen privilégié de communication, et non un moyen de s'enrichir (d'autant plus que ceux qui s'enrichissent ne sont pas ceux qui travaillent, à quelques exceptions spectaculaires près), les produits sont vendus au prix coûtant et les distributeurs le sont de manière volontaire, c'est-à-dire qu'ils ne taxent pas les prix (ou alors juste de quoi se rembourser les frais d'expédition).

On peut alors remarquer que ces produits sont généralement plus conséquents que ceux que l'on trouve dans le "commerce", n'ayant pas été édulcorés dans le seul but de vendre, mais fabriqués avec la seule envie de les faire : souvent, les textes sont traduits dans plusieurs langues, les

pochettes faites "à la main" (ce qui ne veut pas dire mal faites, mais originales au niveau du format, du support, de la conception), les contacts sont encouragés, les livrets font plusieurs dizaines de pages...

Le fait le plus probant restant l'utilisation persistante du vinyle, non seulement parce que c'est devenu un support anticommercial par excellence (excepté pour certaines musiques électroniques, où il faut plutôt le considérer comme un instrument), mais surtout parce que les pochettes sont plus grandes, donc plus belles !

De même pour les concerts, alors que certains font jouer deux groupes pour 130 francs, alors qu'il est tout à fait possible d'aller voir vingt groupes à prix libre (et ne venez pas me dire que c'est parce que les deux sont "meilleurs" que les vingt), tout simplement parce que les seuls frais sont les frais de transport des groupes, la location du matériel et éventuellement du lieu, il n'est pas question du cachet d'un producteur ou de choses de ce genre ; et inutile d'ajouter que la notion de "star" est un non-sens.

Cette attitude pousse souvent le spectateur à l'activité, ne serait-ce que dans la démarche à effectuer pour se procurer les disques, et le rapport à la musique se trouve alors considérablement enrichi.

Ce qui peut apparaître comme une marginalité artistique est en fait une démarche politique, et ce genre d'initiative est à encourager, car comme tous les aspects de la vie sociale la musique ne doit pas appartenir aux business men mais à ceux qui la font.

Fanzin'man

Sur votre agenda

14 oct., Mac Do, Toulouse

Rendez-vous pour la 6ème journée internationale de solidarité avec les travailleurs de Mac Do, samedi 14 oct. à 13 h 30, 7 rue St Rémésy (voir en pages intérieures).

14 oct., Montauban

Comme chaque 2ème samedi du mois, débat avec la CNT-AIT à la Maison du Peuple. Le 14 octobre, à 14 h 30 : "Origine et finalité des nouvelles formes d'opposition".

15 oct., Figeac

Le 15 octobre aura lieu la projection de la vidéo "Vivre l'Utopie" à Figeac. Les lecteurs intéressés peuvent nous contacter au 05 61 52 86 48 (répondeur)

28 oct., Albi

Après une année de campagne contre le salon de l'armement d'Euro-Satory et un soutien actif à des réfugiés Tchétchènes, le COT remet ça en commençant cette rentrée par sa 22ème fête antimilitariste, qui se déroulera samedi 28 octobre 2000 salle de PRAT-GRAUSSALS à ALBI.

Au programme : 17 h stands, 18 h 30 apéro concert avec les Biodégradés, 19 h repas, 21 h concert avec Rageous Gratoons (Rock ska festif), Nemless (Hard core mélodique), Skarface (Ska).

17 nov., Castres

Nous vous invitons à un diaporama suivi d'un débat sur l'anarcho-syndicalisme, à la Maison des Associations de Castres, Vendredi 17 novembre, à 20 h 30

Marchés et Permanences

Vous pouvez aussi nous contacter sur le marché de Montauban et aux puces de Toulouse (place St Sernin) le dimanche matin, ainsi qu'au 7 rue St Rémésy le samedi de 17 à 19 heures (permanences des Jeunes Libertaires, de la CNT-AIT et du CDES).

A grands sons de trompe, on annonce au bon peuple (il faut sonner fort, le malheureux est de plus en plus sourd à tout appel) qu'il va être consulté sur un sujet d'une actualité on ne peut plus brûlante : ça urge grave, les amis, il faut que la vox populi tranche, citoichiennes, citoichiens, la laisse, vous la voulez de 5 ou 7 mètres ?

Terrible dilemme qui nous laisse pantois, éperdus de perplexité, fous d'angoisse à l'idée de faire inconsidérément le mauvais choix.

De célèbres politiciens et de doctes politologues dissertent sans aucune retenue sur les avantages et les inconvénients de l'une ou l'autre solution : laquelle sera la plus judicieuse, la plus à même de préserver le fonctionnement harmonieux de notre merveilleux DÉMOCRACIRQUE ? Le talent des artistes, contortionnistes de la Constitution, gymnastes de l'exégèse, illusionnistes en tout genre ne serait-il plus ce qu'il fut ? Toujours est-il que les gradins restent scandaleusement vides, ça sent furieusement le bide. La mégarecette, c'est pas pour aujourd'hui, les potes.

Déjà, côté public, c'est pas ça, mais en plus, il y a des artistes qui ont pas voulu faire le déplacement. Ainsi, nous apprenons, avec tristesse, que les "Marx Sisters and Brothers", Lélette, Krikri et Roro, le trio de clowns bien connus, ont déclaré forfait : non, cette fois, il ne faut pas compter sur leur participation, non, nous ne verrons pas cette fois-ci leur numéro si désopilant et si émouvant à la fois du bolchevisme délabré qui fait eau de toute part, mais ils reviennent sur la piste aux étoiles, lors du festival présidentiel vraisemblablement, ce n'est donc qu'un au revoir (soulagement général, soupirs d'aise : ouf, on a bien cru que...).

Mais revenons au public qui boude le cirque (oui, pourquoi tant d'indifférence ? sniff). Cette désaffection vis-à-vis de la chose publique (res publica), cette apathie à la patrie, est-elle de nature à nous réjouir ? Certes, bien évidemment, cependant, allegro ma non troppo. Ainsi la démocratie américaine - qui a quelques longueurs d'avance sur la nôtre - fonctionne, ronronne alors que plus de la moitié de ses sujets boudent de façon définitive et permanente les divers scrutins. L'abstention, même importante, ne menace pas directement un système qui se passe,



depuis longtemps déjà, de l'avis de ceux qu'il prétend consulter. La légitimation à tout prix et à haute dose était le souci majeur des dirigeants des démocraties dites populaires : 98 % de votants, 98 % pour le Parti du travail, c'était bien la preuve infaillible de l'indéfectible amour du peuple pour son infaillible guide suprême. Hein ? des scores pareils, c'était sans appel, comment qu'ils s'hallaucinaient, les autres ! Plus démocratique, tu meurs - c'est d'ailleurs ce qui arrivait souvent.

Alors que chez nous c'est point pareil, l'adhésion populaire est sollicitée à rebours, pourrait-on dire : "così fant tutti" aiment à clamer nos dirigeants, "nous sommes tous les mêmes".

Nos bons maîtres, parfaitement conscients du désamour de leurs sujets, ne sollicitent plus leur assentiment sur la perfection du monde proposé, mais bien sûr son indéniable imperfection. Si les oligarques staliens cultivaient l'irréprochabilité, l'infaillibilité, nos bons maîtres, bien plus habiles dans l'art du mensonge (c'est pas des petits joueurs, eux), étalent sans états d'âme leur incompétence, leurs faiblesses, leur impuissance à remédier aux malheurs du monde. "Nous faisons notre possible, disent-ils, mais ce monde est le seul possible."

Il est impensable de penser en dehors des tables de la Loi économique et marchande. Ici, point de parti unique, bien au contraire, une foultitude de partis, mais qui psalmodient à quelques variantes près le même et unique credo ; mais c'est dans les variantes que va se nicher notre liberté si vile (ici, humour).

Référendum bidon, plébiscite, élection, le but est toujours le même : donner au peuple l'illusion qu'il a un pouvoir quelconque sur l'emploi de sa vie, entretenir l'illusion qu'il peut par l'expression de son vote changer le cours des choses.



Morale : Lassé que l'on fit appel à lui pour des clous, le peuple prit sa pelle pour creuser la fosse du vieux monde.

Le Père Plexe du Quercy